

Le labyrinthe syrien

Malgré les présumées divisions, le régime lutte pour maintenir le clan Assad au pouvoir. Pour l'instant il a l'appui de l'armée, mais celle-ci pourrait changer d'attitude.

Ignacio Álvarez-Ossorio

La partie n'a fait que commencer. Conscient du rôle central de la Syrie au Proche-Orient, Bachar al Assad a joué toutes ses cartes sur la préservation de l'État autoritaire. Bien que les demandes de réformes ne cessent de croître, le régime syrien a parié sur une stratégie du « goutte à goutte » dont la base est que la libéralisation politique doit se développer sans pressions populaires.

Les réformes adoptées jusqu'ici vont dans deux directions. D'un côté, la dérogation officielle des lois d'urgence a été annoncée (bien que la décision n'ait eu aucun effet pratique) et, de l'autre, la naturalisation de 250 000 Kurdes a été approuvée afin d'empêcher que cette minorité ethnique (représentant 10 % de la population) ne se joigne au mécontentement. Ces mesures s'effectuent avec 11 ans de retard et elles sont insuffisantes à elles seules pour freiner les manifestations qui s'étendent dans tout le pays. De plus, elles ne correspondent pas aux attentes créées par la principale conseillère présidentielle, Boussaïna Chaaban, qui annonçait, après les premiers compas de la révolte, l'instauration d'un système pluripartiste et les libertés de réunion, d'association et d'expression (aujourd'hui gravement limitées).

Encouragé par le triomphe des révolutions tunisienne et égyptienne, le peuple syrien est sorti dans les rues pour demander plus de libertés. Les manifestations, initialement localisées dans la ville agricole de Deraa dans le Sud, se sont étendues sur une bonne partie du territoire après la convocation le 15 mars du premier « Jour de la colère ». La répression systématique des manifestations pacifiques s'est soldée, au cours des deux premiers mois de la révolte, avec la mort d'environ 800 personnes. La politique du « poing de fer » mise en pratique par les autorités, n'a pas obtenu les effets désirés. Non seulement elle n'a pas réussi à démobiliser la population, mais elle a en plus servi d'aiguillon pour que de plus en plus de Syriens perdent la peur du régime et sortent se manifester dans les rues. En optant pour la répression, Al Assad démontre son incapacité à interpréter de façon

adéquate le printemps démocratique que traverse le monde arabe et qui a déjà provoqué la chute de Zine el Abidine Ben Ali en Tunisie et Hosni Moubarak en Égypte. Au lieu de se presser à adopter un agenda réformiste, Al Assad a botté en touche en dénonçant une soit-disante conspiration internationale contre la Syrie où seraient impliqués ses ennemis traditionnels – Israël et le mouvement salafiste –, unis dans un étrange mariage de convenance dans leur détermination de précipiter la chute des Assad.

Bien que ces théories conspiratives puissent partiellement souder les secteurs partisans du maintien du *statu quo*, elles peuvent difficilement combattre l'irritation que partage une bonne partie de la société syrienne (indépendamment de leur confession, extraction ou idéologie). Les rues syriennes exigent d'une seule voix le démantèlement de l'État autoritaire, le respect de l'empire de la loi, la séparation de pouvoirs, la persécution de la corruption, la dérogation des lois d'urgence, la libération des prisonniers politiques et la fin de l'unipartisme. En définitive : l'instauration d'une véritable démocratie et la fin de l'autoritarisme.

Le Mouvement du 15 Mars

Lorsque la convocation du premier « Jour de la colère », le 15 mars, se solda avec un échec retentissant, le régime syrien respirait soulagé. Seulement quelques centaines de personnes avaient vaincu la peur atavique de la population à critiquer leurs autorités, ce qui semblait indiquer que la vague démocratique arabe n'atteindrait pas le pays.

Cependant, quelques jours plus tard, un événement, qui avait peu à voir avec les mobilisations pro-démocratiques enregistrées sur d'autres parties de la géographie arabe, allait être déterminant pour allumer la flamme de la révolte syrienne. Plusieurs enfants qui avaient réalisé des graffitis antigouvernementaux dans la ville de Deraa, sur la frontière avec la Jordanie, furent arrêtés et sauvagement torturés pendant plusieurs jours par

les services secrets : les redoutés *moukhabarat*. La réaction fut immédiate : les grands cheikhs tribaux se placèrent en tête de plusieurs mobilisations citoyennes pour réclamer la destitution du gouverneur de la ville. Le malaise pour l'humiliant traitement reçu par les jeunes se joint au mécontentement pour ce qu'ils considéraient un abandon des autorités centrales après plusieurs années de mauvaises récoltes provoquées par l'extrême sécheresse qui frappe le pays depuis un lustre. L'agriculture est toujours la principale source de richesse de cette ville, capitale de la région d'Hauran qui a toujours maintenu des liens étroits avec Aman et une relation ambivalente avec Damas. La mort de dizaines de manifestants due à la sauvage répression des protestations aiguïsa le malaise et, ce qui est plus important, réveilla le besoin de « venger le sang » versé, coutume ancestrale parmi les tribus bédouines arabes.

Quoi qu'il en fut, l'intifada de Deraa mit le feu à d'autres sources de mécontentement sur le territoire syrien. Homs (ville à majorité sunnite) se joint à la révolte, de même que Lattaquié (traditionnel bastion des Alaouites), ce qui mit en évidence le fait qu'il ne s'agissait pas d'une révolte sectaire, tel que l'affirmait le régime. Peu à peu, d'autres localités se joignirent à la révolte, comme Baniyas, Jablé ou Al Hasaka, où les manifestations furent aussi réprimées avec une extrême dureté. Policiers et militaires en civil, appuyés par les *moukhabarat* et des éléments de la *shabbiha* (bandes de violents alliés partisans du régime) semèrent la terreur et provoquèrent des centaines de morts et des milliers de blessés. Quelques villes même dans la périphérie de Damas, telles Harasta et Duma, se joignirent à cette vague de mécontentement, ce qui fit sonner toutes les alarmes.

Il serait difficile de comprendre cette vaste mobilisation sans parler d'une série de facteurs structureaux. Selon le Programme de développement des Nations unies (PNUD), un tiers des 22 millions de Syriens vit en-dessous du seuil de pauvreté. 65 % de la population a moins de 35 ans et 40 % moins de 15 ans. Chaque année, 200 000 personnes tentent d'entrer dans le marché du travail et le secteur public ne peut en absorber qu'un tiers. Les jeunes, de plus, doivent effectuer le service militaire obligatoire en raison de l'état de guerre encore en vigueur (bien que sa durée ait été notablement limitée en passant de deux ans et demi à un an et demi depuis l'arrivée de Bachar al Assad au pouvoir). L'exaspération face aux abus et l'impunité de l'élite gouvernante s'est accrue de manière inversement proportionnelle à la perte de pouvoir d'achat des classes moyennes, provoquée par la haute inflation et l'augmentation généralisée du coût de la vie.

Malgré le succès relatif au moment de mobiliser la population, il est vite apparu que la révolte manquait d'une direction effective. La plate-forme Révolution Syrienne contre Bachar al Assad, en Europe, convoqua (et continue à convoquer) des manifestations de protestation chaque vendredi à travers les réseaux sociaux (Fa-

cebook et Twitter) et distribue ensuite les images des marches pour dénoncer la répression des forces de sécurité. Elle diffuse aussi les appels d'intellectuels syriens à l'étranger et de personnalités de la société civile à l'intérieur du pays contre le régime. Ce travail permet de connaître ce qui se passe sur le terrain et de contourner l'étouffante censure régnante.

Le rôle de la société civile

La société civile est un autre acteur ayant joué un rôle particulièrement important. Celle-ci est composée par une série d'activistes avec une solide trajectoire derrière leur dos, qui exigent l'ouverture du régime depuis l'arrivée de Bachar al Assad à la présidence. *Le Manifeste des 99* (2000) recueille le gros de leurs revendications : la dérogation de l'État d'urgence et la loi martiale en vigueur depuis 1963, une amnistie générale pour tous les prisonniers politiques, le retour des exilés, l'empire de la loi, le pluralisme politique et la liberté d'association, de presse, de réunion et d'expression. *La Déclaration de Damas* (2005) réclamait à son tour l'établissement d'un gouvernement pleinement démocratique, la suppression de la loi martiale et la pleine égalité de tous les citoyens indépendamment de leur ethnie (dans une claire allusion à la minorité kurde). Plus important encore : elle unifia les principales forces d'opposition (Frères musulmans inclus), autour d'un programme basé sur la non-violence, la démocratie et le changement politique.

L'importance assumée au cours du « printemps syrien » de 2000 par certains de ces groupes dont le Forum Culturel pour les Droits de l'Homme, le Centre Damas pour les Études sur les Droits de l'Homme, le Forum Djamal al Atassi pour le Dialogue Démocratique ou le Comité pour le Resurgissement de la Société Civile, provoqua leur persécution et l'arrestation de leurs principaux responsables, parmi eux Walid al Bounni, Kamal Labouani, Mamoun al Homsî et Riad Saif (ces deux derniers députés indépendants du Parlement syrien). Selon ce qu'a dénoncé Human Rights Watch dans le rapport *Une décennie perdue. Droits de l'Homme en Syrie au cours des dix premières années de présidence de Bachar*, 92 membres de l'opposition, journalistes et défenseurs des droits de l'Homme ont été incarcérés cette dernière décennie. L'un des cas les plus emblématiques a été l'incarcération de Haitham al Maleh, un avocat de 78 ans connu comme le Nelson Mandela syrien, après avoir participé dans une émission de débat de la chaîne *Al Yazira*.

Malgré l'important travail développé par ce collectif, la société civile présente une capacité limitée à influencer la population, précisément en raison de l'absence de canaux de communication lui permettant de diffuser ses activités et ses campagnes. Il ne faut pas oublier qu'en Syrie il n'y a pas de liberté de presse ni d'expression. Le régime contrôle les médias, aussi bien officiels que pri-



Manifestation en faveur de Bachar al Assad. Damas, 7 juin de 2011. /KHALED AL HARIRI/REUTERS/CORDON PRESS

vés, de telle façon qu'il peut semer aux quatre vents sa version des événements. Selon la thèse rabâchée par la presse, la radio et la télévision publiques, les troubles ont été provoqués par des groupuscules armés salafistes proches d'Al Qaida qui tentent de déstabiliser le pays et de provoquer une guerre sectaire.

Le bunker clanique des Assad

La sur-réaction du régime syrien aux mobilisations populaires souligne le fait que ses plus hauts dirigeants comprennent que c'est leur propre survie qui est en jeu. S'il est vrai que les manifestants commencèrent par demander de plus grandes libertés, il est vrai aussi que la brutale répression dont ils ont été objet les a conduits à hausser la barre de leurs pétitions. Le slogan crié dans les marches ne laisse aucun doute : « Al shaab Yourid isqat an nizam » (« Le peuple veut la chute du régime »).

Presque cinq décennies après le coup d'État militaire de 1963, le Baas est toujours le parti unique. Le régime syrien n'est pas seulement répressif (avant la révolte l'on comptait entre 2 500 et 3 000 prisonniers politiques), mais il a de plus intensifié sa dérive autoritaire au fur et à mesure que les voix demandant de plus grandes libertés augmentaient. Au cours de ses 30 années de présidence, Ha-

fez al Assad, père de l'actuel mandataire, posa les fondements d'un régime autoritaire basé sur le contrôle de l'État de tous les aspects de la vie publique et privée de la population et la supervision d'une main de fer de la sécurité nationale par les multiples services d'intelligence. Malgré ses promesses de réformes, Bachar al Assad a maintenu ces dynamiques, ayant compris que cela lui permettait d'étouffer l'opposition.

La famille Assad occupe le sommet du pouvoir syrien depuis 1970. L'*assadisation* du régime permit l'ascension d'une élite clanico-familiale unie par une forte solidarité tribale ou *assabiya*. Ce groupe réduit assumait d'abord des fonctions importantes dans la chaîne de commandement militaire, afin d'accéder aux postes clés des services d'intelligence et des forces armées, et il les utilisa ensuite comme tremplin pour les affaires. Dans le contexte familial des Assad, il faut distinguer deux volets. D'un côté, la famille nucléaire formée par les fils de Hafez al Assad : Bachar (actuel président) et son frère Maher (responsable de la Garde présidentielle). De l'autre, l'on retrouve la famille étendue composée par les cousins maternels et, dans une moindre mesure, paternels : les Makhlof (fils des frères de la mère de Bachar) et les Shalish (fils de la tante paternelle de Bachar). Les Assad, les Makhlof et les Shalish composent, selon la dénomination populaire, la « mafia gouvernante ».

Le régime syrien, de caractère autoritaire et personneliste, se maintient en grande mesure grâce à la solidité de l'alliance entre le parti Baas, qui gouverne le pays depuis 1963, et les forces armées, qui détiennent le pouvoir depuis 1966. Tous deux sont sustentés par un appareil bureaucratique démesuré et une solide oligarchie politico-économique basée à Damas. Bien que l'on remarque habituellement la sur-représentation de l'élément alaouite dans les sphères de pouvoir (bien qu'ils ne constituent que 13 % de la population), à la vérité une bonne partie des postes de commandement sont occupés par des Arabes musulmans sunnites (près de 65 % de la population), parmi lesquels on remarque le vice-président Farouk al Shara.

Les minorités confessionnelles (tels les Chrétiens, les Druses et les Ismaélites) furent aussi loyales au projet séculier baasiste, non seulement parce qu'il représentait un mur de contention face à ceux qui demandaient l'instauration d'un État islamique, mais aussi parce que cela leur permettait d'assumer une certaine importance sociopolitique. Dans le subconscient collectif, le souvenir de la guerre à vie ou mort livrée par le régime entre 1979 et 1982 contre les insurgés islamistes, qui taxaient le régime d'apostat et prétendaient instaurer un État théocratique régi par la *Charia*, pèse lourd.

Après la mort de Hafez al Assad, les forces armées, les services d'intelligence, le Baas et l'oligarchie de Damas serrèrent les rangs autour de son fils. Bachar était le candidat idéal non seulement parce qu'il garantissait la continuité du régime, mais aussi parce que, étant donné son inexpérience, il pourrait facilement être manipulé par ceux qui avaient dirigé le pays jusqu'alors. Conscient de sa propre vulnérabilité, Bachar tenta de limiter l'influence des poids lourds du régime, dont le vice-président Abdel Halim Khadam ou le ministre de l'Intérieur, Gazi Kanaan. Alors que Khadam put s'exiler, Kanaan s'ôta la vie, selon la version officielle.

Le nouveau président perçut que sa survie politique dépendait de ce qu'il réussisse à se faire sa propre clientèle et, pour cette raison, il approuva une série de mesures conduisant à libéraliser l'économie (ouverture de nouvelles banques, entrée de capital étranger, concession de licences de téléphonie mobile, entre autres) et à réformer l'administration (avec la destitution de deux tiers des gouvernants et l'entrée de technocrates formés à l'étranger) dans un mouvement destiné à déplacer le pouvoir de la « vieille garde » et la remplacer par une clientèle amie.

Aujourd'hui, le régime syrien est sérieusement divisé. Les secteurs immobilistes et les réformistes diffèrent sur la meilleure formule pour étouffer les manifestations : alors que les premiers considèrent qu'il ne faut réaliser aucune concession car elles provoqueraient, tôt ou tard, l'effondrement du régime, les seconds sont favorables à l'adoption de diverses mesures, pour la plu-

part cosmétiques, pour désactiver les protestations. Ces dissensions expliqueraient les messages contradictoires et les coups de barre de ces dernières semaines qui ont même conduit à spéculer sur un coup au palais afin de déloger Bachar de la présidence et le remplacer par son frère Maher.

Là où se retrouvent les secteurs immobilistes et réformistes c'est sur le besoin de préserver le régime clanico-familial des Assad. Les deux secteurs sont conscients du besoin de gagner du temps pour que la protestation ne s'étende pas à l'ensemble du pays et, surtout, à Damas. Rappelons que, dans les années quatre-vingts, le régime réussit déjà à surmonter une situation beaucoup plus délicate avec l'insurrection islamiste. Pour lors, le calme relatif de la capitale, qui ne se joignit à aucun moment à l'insurrection dirigée par les Frères musulmans, fut essentiel pour préserver le régime.

Pour les Assad, il s'agit d'une lutte à vie ou mort, étant donné que la chute du régime signifierait la chute de Bachar. C'est pour cela que la bicéphalie est la meilleure formule pour surmonter cette dangereuse situation. Maher al Assad, à la tête de la Garde républicaine, a vu sa position renforcée et il a assumé le rôle principal dans la répression des manifestations. Ce n'est pas pour rien que sa Quatrième Brigade s'est déployée autour de Deraa, source principale de la révolte. Bachar, de son côté, a mis en marche plusieurs réformes comme la dérogation de la loi d'urgence (qui n'a pas encore d'effets pratiques), la hausse du salaire des fonctionnaires (entre 20 % et 30 %) ou la désignation d'un nouveau premier ministre (Adel Safar, jusqu'alors ministre de l'Agriculture). Ce partage des rôles a marché relativement bien jusqu'ici, mais on ne devrait pas écarter la possibilité d'assister dans les prochains mois à un *remake* de l'histoire d'amour-haine vécue par Hafez al Assad et son frère Rifaa dans les années quatre-vingts (avec une tentative de coup d'État et l'exil définitif de celui qui était vice-président du pays).

Malgré la croissante contestation, le régime est toujours appuyé par les forces armées et les services d'intelligence qui sont, à leur tour, les gardiens de la révolution baasiste. Il ne faut pas oublier que le Baas conquiert le pouvoir en Syrie grâce à un coup d'État militaire et que, depuis lors, les militaires ont gouverné le pays d'une main de fer. Au cours de ces cinq décennies, les forces armées ont accumulé un pouvoir pratiquement illimité auquel elles ne renonceront pas facilement. Bien qu'il soit difficile d'enregistrer en Syrie une évolution semblable à la tunisienne, où les militaires refusèrent de réprimer les manifestations, ce qui précipita la chute de Ben Ali, il ne faudrait pas écarter complètement la possibilité de voir la troupe refuser d'obéir aux cadres. L'utilisation de plus en plus récurrente des *moukhabarat* et la *shabbiha*, deux éléments d'une loyauté prouvée au régime, pourraient indiquer que l'alliance clanico-familiale se méfie de sa propre armée. ■